



**22 février 2002**

**Journée d'étude : La co-production des connaissances**

---

**Les méthodologies participatives à l'international : Quelle application pour la recherche amérindienne**

par

**Marie France Labrecque**

**Professeure**

**Département d'anthropologie, Université Laval**

**Marie-France.labrecque@ant.ulaval.ca**

Les méthodologies participatives sont extrêmement répandues actuellement dans le domaine du développement international. La consigne de la participation est présente aux plus hauts niveaux de la hiérarchie institutionnelle du développement, dont la Banque Mondiale. Ayant davantage d'expérience de recherche dans le domaine du développement international, mais voulant faire le lien avec la recherche amérindienne, je me suis demandé, tout comme le titre l'indique, dans quelle mesure les méthodologies participatives avec lesquelles je me suis familiarisée dans ce domaine étaient susceptibles d'être appliquées dans la recherche amérindienne. La petite recherche à laquelle je me suis livrée pour préparer ce court texte m'a occasionné quelques réflexions que je veux partager ici.

Je voudrais évoquer l'exemple d'une recherche participative menée entre 1991 et 1996 en Colombie, dans une région andine et dans un contexte de développement international (voir Labrecque 2000 pour plus de détails). Cette recherche a été menée conjointement par des chercheuses et des chercheurs de l'Université Laval conjointement à des paysannes et paysans membres de l'Asociación para el Desarrollo Campesino (Association pour le développement paysan), une association régionale pour le développement. Les fonds pour mener cette expérience provenaient du CRDI (Centre de recherche pour le développement international). L'association était déjà familière avec les Canadiens puisque quelques années auparavant, elle avait reçu des fonds en provenance de l'ACDI (Agence canadienne de développement international) qui l'avaient aidé à consolider son organisation, à fonder une coopérative de consommation et à financer de petits projets générateurs de revenus pour les femmes. L'expérience se répandit dans la région et ce furent bientôt deux coopératives qui se regroupèrent sous l'égide de l'Association, puis trois et enfin cinq. En 1988, en tant que consultante, j'avais effectué l'évaluation d'une première phase de cette expérience. Par la suite, entre 1989 et 1991, grâce à une subvention du CRSH et à une équipe d'étudiantes et d'étudiants de l'Université Laval, j'avais pu étudier les changements sociaux produits notamment par les petits projets générateurs de revenus. C'est d'ailleurs à la fin de cette recherche que les jeunes qui nous avaient aidés dans notre démarche comme guides et comme

auxiliaires nous ont posé la question à savoir si eux aussi pourraient faire de la recherche sur des questions qui les préoccupaient.

Une fois les fonds du CRDI obtenus à cette fin, la première étape a consisté à former l'équipe de recherche. Tenant compte des partenaires qui prenaient part à l'expérience, cette équipe comptait sur plusieurs groupes, correspondant au territoire de chacune des coopératives et leurs membres étaient à la fois des étudiants et étudiantes dont certaines venaient de l'Université Laval, d'autres de la Colombie, des professionnels colombiens et des paysans membres de l'Association. Il y avait des hommes, des femmes, des personnes instruites à différents degrés, des personnes presque analphabètes, des riches, des pauvres. La composition de l'équipe était donc marquée par une hétérogénéité évidente, une hétérogénéité qui reflétait bien celle des rapports sociaux que la recherche voulait circonscrire

Cette hiérarchie au sein de l'équipe avait donc été bien voulue afin de favoriser la prise de conscience chez les uns et chez les autres de son existence et aussi pour veiller à bien la refléter, notamment lors du processus de collecte des données. Sans entrer dans les détails, disons qu'il s'agissait de recueillir des témoignages et des données auprès des hommes et des femmes, auprès des riches et des pauvres, auprès de personnes membres des associations et de celles qui ne l'étaient pas, et enfin, auprès des jeunes et des vieux, autour de la thématique du changement lié aux pressions économiques, politiques et environnementales.

Cette recherche menée en Colombie andine s'inscrit dans l'approche générale de la participation, et plus précisément dans celle de la recherche-action-participation (RAP). Dans sa définition la plus simple, la RAP consiste à impliquer les membres des populations visées dans l'ensemble du processus de la recherche. Il ne s'agit donc pas seulement d'incorporer du personnel autochtone pour la collecte des données (comme cela se fait couramment) mais bien d'en arriver à ce que ces personnes soient partie prenante de l'ensemble du processus depuis l'identification de l'objet de la recherche jusqu'à la mise en œuvre des solutions et même jusqu'à la reproduction des résultats.

La RAP tire ses racines de la philosophie radicale de la conscientisation (promue par le Brésilien Paulo Freire) et des visions alternatives largement véhiculées par les ONG (organisations non gouvernementales) dans les années 1960. Dans les faits, on peut dire que ce type d'approche a suivi deux voies. La première, qui semble en voie de disparition, se situe en droit fil avec l'approche de Freire. Il s'agit de l'approche radicale qui vise à faire des résultats des outils de lutte politique. La deuxième voie est celle où l'approche a été absorbée par l'appareil bureaucratique qui l'a dépouillée de ses questionnements épistémologiques et qui l'a réduite à une méthodologie parmi d'autres.

Dans le monde anglophone, l'anthropologue Robert Chambers (1994) est l'auteur le plus influent qui ait promu et élaboré ces méthodes participatives. Plus précisément, il a développé la PRA (la participatory rural appraisal) qui a d'ailleurs donné lieu à une panoplie de « sous-produits » et de « dérivés » (souvent selon la discipline ou la profession qui l'utilise). Toutes ces méthodes et techniques sont maintenant utilisées de façon routinière dans les projets de la Banque mondiale et sont considérées comme des moyens de valider la connaissance des populations locales, leur permettant ainsi d'acquérir du pouvoir (empowerment). Chambers définit en effet la PRA comme un ensemble d'approches et de méthodes permettant aux populations rurales de partager,

d'accroître et d'analyser les connaissances de leur vie et de leurs conditions, de planifier (un terme technocratique) et d'agir.

Mais les méthodes participatives ne sont pas seulement utilisées sur le plan international. Un article publié par Hoare, Levy et Robinson (s.d.) suggère qu'en ce qui concerne la recherche amérindienne, la recherche action participative est le plus souvent utilisée par la communauté à peu près de la même façon qu'elle l'est à l'international (page 52). La spécificité de l'application de la RAP dans les communautés amérindiennes semble se situer dans une insistance plus grande sur la tradition orale, tant en ce qui a trait à sa sauvegarde qu'à son utilisation dans le cadre des revendications territoriales (ce qui n'est d'ailleurs pas sans soulever des problèmes de crédibilité devant les tribunaux...). Ces mêmes auteurs affirment que les techniques de la RAP sont de plus en plus utilisées dans les communautés autochtones au Canada. Bien qu'ils ne donnent pas les références qui leur permettent de faire une telle affirmation, ils fournissent quatre raisons pour expliquer cet engouement :

- la RAP contribue à mettre les connaissances historiques en perspective à partir cette fois de la voix autochtone même;
- la RAP améliore les chances de pérennité de ces connaissances;
- la RAP contribue à la guérison des malaises sociaux;
- les méthodes de la RAP sont consistantes avec les valeurs autochtones (p. 53)

Toujours dans le domaine des études amérindiennes, j'ai trouvé un exemple de recherche action participative dans un article de Joan Ryan et de Michael Robinson portant sur un projet de valorisation de la langue et de la culture chez les Gwich'in de Fort MacPherson dans les Territoires du Nord-Ouest. Dans cet article publié en 1990, les auteurs relatent par le menu détail la mise sur pied de la recherche, son déroulement et ses conclusions qui ressemblent fort aux miennes en Colombie à ceci près cependant que Ryan et Robinson ne remettent pas suffisamment en question le concept de communauté et le caractère univoque quasi sacré du « savoir » autochtone par opposition à d'autres savoirs.

Or cette approche dichotomique est actuellement critiquée dans les cercles internationaux où les méthodologies participatives sont maintenant incontournables. Elles sont tellement incontournables d'ailleurs que des auteurs comme Cooke et Kothari, dans un livre publié en 2001, ont qualifié la participation de « nouvelle tyrannie » (exercice illégitime et/ou injuste du pouvoir). Précisons ici que je ne mets pas en question le fait qu'il y ait un savoir, ou plutôt des savoirs autochtones spécifiques. Ce que je conteste, c'est d'une part que le savoir autochtone soit investi d'une supériorité morale intrinsèque et d'autre part qu'on puisse l'opposer, notamment, au savoir scientifique. En d'autres termes, ce n'est pas tant le débat sur le savoir autochtone qui m'intéresse. La valorisation du savoir autochtone, dans la mesure où elle fait partie d'un projet politique de revendications, est tout aussi légitime que nécessaire. Je mets plutôt en question l'approche dichotomique qui oppose terme à terme deux composantes.

Pour traiter de ce point délicat, je reviendrai à mon exemple de la Colombie où nous avons tenté d'échapper à l'approche dichotomique pour promouvoir une approche qui se frotte non pas aux oppositions mais bien aux hiérarchies multiples. Notre équipe de recherche était à la fois composée de paysans, de techniciens et d'intellectuels, d'hommes, de femmes, de jeunes et de vieux, de Colombiens et d'étrangers, et chacun

d'entre eux était placé dans des circonstances qui le mettaient dans une situation ou l'autre par rapport à la connaissance et à la production du savoir. La recherche en Colombie s'est caractérisée non pas par la négation de la dichotomie entre « ceux qui savent » et « ceux qui ne savent pas » mais plutôt par la prise de conscience qu'elle peut certes exister, mais qu'elle n'est pas donnée une fois pour toute, et que surtout, elle n'est pas la seule qui puisse exister. Cette dichotomie peut quelquefois émerger dans des circonstances spécifiques. Elle se transforme quelquefois en hiérarchie (comme celle qui placerait « ceux qui savent » au-dessus de « ceux qui ne savent pas » ou encore celle qui placerait le savoir autochtone au-dessus des autres types de savoirs) mais celle-ci qui n'est ni constante ni absolue. En d'autres termes et sur un autre plan, une personne donnée n'est pas toujours ignorante et n'est pas toujours savante. Elle est à la fois ou successivement l'une ou l'autre ou l'une et l'autre.

La spécificité de l'expérience colombienne relatée ici a résidé dans l'effort constant qui y a été déployé pour s'éloigner de la dualité de « ceux qui savent » et de « ceux qui ne savent pas ». Chacun de nous a été tour à tour confronté à la nécessité de partager ses propres connaissances y compris les connaissances académiques, confronté aussi aux dimensions multiples de notre ignorance. Toutes les catégories de membres de l'équipe ont découvert l'ampleur des connaissances que la population a sur les éléments qui l'intéressent directement en tant que paysannerie, soit la botanique, la géographie, l'hydrographie et l'histoire. Ils ont réveillé un savoir qu'ils croyaient disparu et qui est venu se combiner avec d'autres savoirs plus formels.

L'accumulation des connaissances dans ces domaines a d'ailleurs eu comme résultat que l'Association a commencé à détourner son attention des petits projets générateurs de revenus pour les femmes pour la porter vers la recherche de production agricole alternative puis, enfin, vers l'éducation environnementale. On pourrait penser qu'il s'agissait d'une résurgence de conservatisme s'exerçant contre les femmes. Par contre, on s'est aperçu qu'étant donné les inégalités entre les hommes et les femmes dans la région, les petits projets générateurs de revenus pour les femmes avaient pour résultats, notamment, d'augmenter leur charge de travail et leurs responsabilités et que cela retombait sur les enfants et souvent sur les petites filles. La démarche de l'Association est donc devenue plus critique face à des projets qui ne prenaient en compte qu'une catégorie sociale et qui faisait abstraction de l'ensemble des hiérarchies qui marquaient la population.

Cet exemple montre qu'il y a des « risques » inhérents à favoriser que les populations s'approprient en quelque sorte d'un processus de recherche participative comme cela a été le cas dans cette recherche, soit celui d'en voir se redéfinir les objectifs et les enjeux. C'est un risque que la recherche sociale doit, à mon avis, accepter si elle veut se dynamiser à nouveau, particulièrement dans le contexte de la mondialisation. On peut ici faire ressortir le caractère central des populations locales dans le processus de changement social et aussi dans le processus de production des connaissances sur le changement. Mais encore davantage, on peut souligner que les populations locales sont hétérogènes et sont engagées dans des rapports sociaux hiérarchiques et non pas dichotomiques. Si l'on traduit ces propos dans le champ du politique, il est clair que les stratégies de revendication seront différentes si elles sont envisagées dans une perspective hiérarchique plutôt que dans une perspective dichotomique (nous vs eux, blanc vs indiens, hommes vs femmes, etc) comme c'est souvent le cas actuellement.

Quelle est donc ma réponse à la question en titre : « quelle application pour la recherche amérindienne »? Si je « donnais » dans la rectitude politique, je dirais qu'il appartient aux populations de répondre elles-mêmes à cette question. Cependant, je considère que l'expérience critique accumulée par de nombreux chercheurs dont je me fais l'écho ici m'autorise à suggérer que la condition préalable qui rendrait cette application possible et plausible est celle d'avoir la volonté politique suffisante pour se détacher des modèles traditionnels, autoritaires, patriarcaux et hégémoniques de la recherche et d'être capable de débusquer ces modèles où qu'ils soient, y compris au sein des populations autochtones qui ont eu au moins 500 ans pour les assimiler.

### Ouvrages cités

CHAMBERS, R., 1994, "The Origins and Practice of Participatory Rural Appraisal", *World Development*, 22, 7: 953-969.

COOKE, B. et U. KOTHARI, éd.s., 2001, *Participation : The New Tyranny?* London: Zed Books.

HOARE, T., C. LEVY et M.P. ROBINSON, s.d., « Participatory Action Research in Native Communities and Legal Implications »  
[www.brandonu.ca/library/CJNS/13.1/hoare.pdf](http://www.brandonu.ca/library/CJNS/13.1/hoare.pdf)

LABRECQUE, M.F., 2000, "Social Research as an Agent of Social Transformation": 211-221, in J. Freedman, éd., *Transforming Development: Foreign aid for a Changing World*. Toronto: University of Toronto Press.

RYAN, J et M.P. ROBINSON, 1990, « Implementing Participatory Action Research in the Canadian North: A Case Study of the Gwich'in Language and Cultural Project », *Culture*, X, 2: 57-71.